



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries – 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Communiqué de presse

LUTTE CONTRE LES MENACES TERRORISTES : DES RENFORTS EN EFFECTIFS DANS LA FONCTION PUBLIQUE... OU DES SUPPRESSIONS POSITIVES ?

La FGF-FO se félicite de l'élan républicain qui a suivi les tragiques événements de ce début d'année 2015 et condamne avec force ces actes inadmissibles.

Au lendemain de la marche républicaine, le gouvernement s'est engagé à prendre des mesures pour lutter de manière efficace contre le terrorisme.

Le Premier Ministre a donc annoncé des effectifs supplémentaires présentés comme des renforts pour les Ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et des Finances.

En lisant les mesures de plus près, la réalité est hélas bien différente...

Si pour le ministère de la Justice, les 1000 postes supplémentaires semblent avérés, pour le Ministère de l'intérieur, les 1400 emplois supplémentaires seront à confirmer et à vérifier sur le plan triennal. Ils devront ensuite être comparés à la baisse des effectifs dans ce même Ministère sur d'autres corps et missions (Préfecture, Sgami, administration centrale, etc.)

Pour le Ministère de la Défense, dès 2015 il est annoncé une baisse de la suppression des effectifs de 1500 emplois. Cela est vrai mais pour autant ce ministère verra ses effectifs chuter de 6000 emplois cette même année, car 7500 suppressions étaient programmées.

De même, sur les 3 ans à venir, certes 7500 suppressions de postes sont annulées mais 33000 suppressions étaient prévues. La réalité se résume à 27500 suppressions de postes au total. En outre qu'il n'est pas encore précisé comment ces suppressions seront réparties entre les personnels civils et militaires.

Pour le ministère des finances, l'annonce de 70 postes pour les douanes ne doit pas masquer la suppression de 266 effectifs dans ce même secteur d'activité. Il y aura donc 194 postes de douaniers supprimés, sans compter ceux à la DGFIP et dans les autres secteurs du Ministère.

Au final, il n'y aura hélas pas de postes supplémentaires dans la Fonction publique mais toujours des postes supprimés et redéployés pour partie vers ces missions renforcées. Cela signifie qu'il y aura moins de personnels donc moins de moyens humains pour intervenir sur le terrain !

Domage, une fois de plus, l'austérité reste plus forte que tout !

Paris, le 26 janvier 2015